

Semons pour l'avenir : opportunité et enjeux de l'utilisation des techniques d'amélioration génétique des cultures pour une agriculture durable

L'agriculture doit faire face aux enjeux majeurs d'assurer la sécurité alimentaire dans une période de contraintes accrues résultant du changement climatique, des inégalités et des instabilités économiques et sociales et avec la nécessité d'éviter une érosion supplémentaire de la biodiversité des écosystèmes. La mise en place par l'Union Européenne (UE) de nouvelles réglementations exigeant des paysans qu'ils réduisent leur dépendance vis-à-vis des agents chimiques de protection des plantes crée de nouveaux défis pour maintenir le niveau de productivité des cultures. La production de plus de nourriture, de façon plus durable, requiert le développement de variétés qui utilisent mieux des ressources limitées et qui bénéficient du potentiel des biotechnologies dans toutes leurs facettes.

Dans ce rapport, le Conseil Consultatif des Académies des Sciences Européennes (EASAC) explore quelques unes des questions associées à la modification génétique par transgénèse des plantes cultivées, un domaine où l'UE a pris du retard dans l'adoption de ces technologies par rapport à de nombreuses régions dans le monde. Il est très préoccupant que le dispositif réglementaire chronophage et coûteux de l'UE, compliqué par la politisation des prises de décision dans les Etats Membres et les autres incohérences de leurs politiques, tende à devenir un frein à l'intensification durable de l'agriculture. Les travaux précédents des Académies membres de l'EASAC ont montré où se trouvaient les travaux scientifiques pertinents et de qualité qui pouvaient être utilisés et ont illustré les problèmes qui ont surgi du fait de la défaillance à utiliser la science pour documenter les approches réglementaires concernant les évaluations bénéfices-risques. L'objectif du présent rapport est de clarifier, pour les décideurs, les implications de choix stratégiques alternatifs dans l'utilisation des outils pour atteindre une agriculture durable. Notre analyse des faits, au niveau international repose 1) sur l'étude comparative avec la situation dans plusieurs pays d'Amérique et d'Asie qui ont pris une voie différente, en choisissant d'adopter plus activement les plantes génétiquement modifiées (PGM), et 2) sur une collaboration avec le réseau des Académies des Sciences d'Afrique (NASAC) pour évaluer les influences Européennes qui ont quelquefois conduit à limiter l'utilisation des technologies de modification génétique en Afrique.

Le groupe de travail de l'EASAC fournit également une évaluation détaillée d'un large éventail de questions actuelles, au sein de l'UE, ayant trait à la réforme de la réglementation, aux conséquences pour la recherche

fondamentale et au développement de nouvelles technologies (particulièrement les Nouvelles Techniques d'Amélioration des plantes), à l'adhésion du public, à la propriété intellectuelle et l'innovation libre, aux défis environnementaux de plus en plus importants, au potentiel de la production de cultures vivrières et des nouvelles applications de la bio-économie. Le groupe de travail de l'EASAC est arrivé à quatre conclusions principales qui ont de larges implications pour assurer une plus grande cohérence de la politique à mener. Elles sont décrites ci-dessous.

1. L'utilisation des terres arables et l'innovation : l'UE a besoin d'augmenter sa production et la productivité de la biomasse produite par les plantes pour l'alimentation humaine, celle du bétail et les autres utilisations. Cela diminuera ainsi la dépendance vis-à-vis des importations et réduira l'impact environnemental tant au niveau régional que global. Les biotechnologies pour l'amélioration des plantes doivent être partie intégrante de la réponse aux enjeux sociétaux. L'UE est maintenant passée derrière ses nouveaux compétiteurs internationaux, pour l'innovation en agriculture et cela a des conséquences sur les objectifs de l'UE pour la recherche et l'innovation, pour l'environnement aussi bien que pour l'agriculture. Il est nécessaire d'améliorer la perception par le public de ces questions scientifiques, environnementales, économiques et stratégiques pour aider à faciliter des choix individuels, des débats politiques nationaux et des choix de priorité mieux éclairés au sein de l'UE.

2. Règlementation : en agriculture comme dans d'autres domaines, l'objectif doit être de réglementer la propriété et/ou le produit et non pas la technologie. Il n'y a pas d'évidence validée que les plantes GM aient un effet négatif sur la santé et l'environnement plus grand que n'importe quelles autres plantes produites par d'autres techniques d'amélioration. Il y a, par contre, des indices solides selon lesquels les plantes GM peuvent contribuer aux objectifs de développement durable, avec des bénéfices à la fois pour les agriculteurs, les consommateurs, l'environnement et l'économie. Une action est nécessaire pour unifier et harmoniser le rôle de régulateur et de promoteur de l'innovation des institutions qui déterminent la politique de l'UE et pour s'assurer que la réglementation de l'utilisation de toutes les technologies d'amélioration génétique des plantes repose sur des bases scientifiques solides.

3. Promouvoir la compétition : la réglementation actuelle concernant les plantes GM dans l'UE, lente et

onéreuse, encourage les monopoles. Il est important d'explorer d'autres voies qui stimulent une innovation plus ouverte et de reformuler le dispositif réglementaire de façon à encourager les compagnies plus petites et le secteur public et à créer, au sein de l'UE, la compétition dynamique et flexible souhaitée. La réglementation de l'amélioration des plantes ne doit pas empêcher les alternatives scientifiques et technologiques, ni asphyxier la prise d'initiative des petites et moyennes entreprises et du secteur public.

4. Le contexte global : Les actions politiques de l'UE influencent les pays en développement et il faut prendre en considération, de la façon la plus large, toutes les conséquences lorsque les choix stratégiques de l'UE sont évalués. Etablir la nécessaire cohérence politique entre les objectifs internes propres à l'UE et l'agenda de développement, fondé sur le partenariat et l'innovation, est essentiel aussi bien pour les Etats Membres que pour les pays en développement.

L'EASAC considère que les bienfaits potentiels des technologies d'amélioration génétique des plantes sont tout à fait significatifs et que s'approprier ces bénéfices devrait faire l'objet d'une attention urgente de la part des décideurs de l'UE. L'EASAC se tient prêt à continuer à jouer son rôle pour stimuler les débats. Nos recommandations identifient la nécessité d'une action sur un large front, comme suit.

Cadre réglementaire : les objectifs de production de plantes GM doivent être mieux intégrés avec les autres stratégies, comme par exemple les stratégies de Contrôle Intégré des Maladies. Le cadre réglementaire pour les technologies d'amélioration génétique des plantes doit

être reformulé de façon appropriée pour se baser sur la science, pour être transparent, proportionné et prévisible, et pour prendre en compte la vaste expérience acquise et les bonnes pratiques mises en œuvre au niveau mondial. Il est urgent d'agir pour se mettre d'accord sur un statut et une réglementation des Nouvelles Techniques d'Amélioration, et, en particulier de confirmer quels sont les produits qui ne tombent pas sous le coup de la législation sur les organismes génétiquement modifiés.

Débat public : La communauté scientifique doit clairement articuler les conséquences de ses découvertes scientifiques et les opportunités d'innovation en agriculture.

Recherche et développement : les opportunités créées par Horizon 2020, le Conseil Européen de la Recherche et l'espace Européen de la Recherche sont tout à fait valables pour poursuivre les priorités en science des végétaux et dans les disciplines connexes. De plus, les problèmes structurels à aborder pour soutenir l'innovation comprennent le maintien du savoir-faire et du talent, le déroulement de la carrière des chercheurs, et la collaboration entre les secteurs publics et privés ainsi qu'entre l'UE et les pays en développement.

Partenariat international : l'UE peut s'inspirer du reste du monde pour définir et mettre en place de bonnes pratiques réglementaires, et, dans le même temps, elle doit aussi prendre en compte l'impact de ses politiques et de ses orientations sur le reste du monde.

Le rapport complet est disponible sur le site de l'EASAC : www.easac.eu

EASAC

EASAC-the European Academies Science Advisory Council-émane des Académies des Sciences nationales des Etats Membres de l'UE afin qu'elles collaborent pour la production d'avis destinés aux décideurs politiques de l'UE. Il fournit ainsi un moyen qui permet de faire entendre la science européenne d'une même voie collective.

Sa mission reflète la vision des Académies selon laquelle la science est au centre de nombreux aspects de la vie moderne et qu'une évaluation de la dimension scientifique est le pré-requis d'une politique avisée. Cette vision renforce déjà le travail de nombreuses Académies au niveau national. Avec l'importance grandissante de l'UE comme un espace de mise en œuvre des politiques, les Académies reconnaissent que le périmètre de leurs fonctions consultatives doit s'étendre au-delà du niveau national pour atteindre aussi le niveau Européen. C'est la situation fréquente où un regroupement trans-Européen peut être plus efficace qu'une institution d'un seul pays. Les Académies d'Europe ont donc constitué l'EASAC de façon à pouvoir parler d'une voix commune pour introduire la science dans la politique au niveau de l'UE.

Au travers de l'EASAC, les Académies travaillent ensemble pour fournir des avis d'experts, indépendants, étayés par des faits, sur les aspects scientifiques des politiques publiques, à ceux qui font ou influencent la politique au sein des institutions Européennes. En s'appuyant sur ses membres et ses réseaux d'Académies, l'EASAC a accès au meilleur de la science Européenne pour réaliser son travail. Ses vues sont rigoureusement indépendantes des parti-pris commerciaux ou politiques. L'EASAC est ouvert et transparent dans ses procédures et a pour objectif de délivrer des avis qui soient compréhensibles, pertinents et d'actualité.

Pour plus d'informations sur l'EASAC et pour des copies de toutes nos précédentes publications, visitez notre site web www.easac.eu

Secrétariat EASAC
Deutsche Akademie der Naturforscher Leopoldina
German National Academy of Sciences, Jä
Jägerberg 1, D-06108 Halle (Saale), Allemagne
Tel :+49 (0)345 4723 9833 ; Fax :+49 (0)345 4723 9839
email: secretariat@easac.eu

Bureau de l'EASAC à Bruxelles
Royal Academies for Science and the Arts of Belgium (RASAB)
Hertogsstraat1 Rue Ducale, B-1000 Bruxelles, Belgique
Tel :+32 (2) 550 23 32 ; Fax :+32 (2) 550 22 05
email: brusselsoffice@easac.eu
web: www.easac.eu